

**Évaluation ex-ante à la  
mise en place  
d'instruments financiers  
dans le cadre du  
Programme FEDER-FSE+-  
FTJ 2021-2027 de la  
Région Provence-Alpes-  
Côte d'Azur et Massif des  
Alpes**

l'Europe  
s'engage  
en France  
avec **EUROP'ACT**





Version 1

Décembre 2021

## **Évaluation ex-ante à la mise en place d'instruments financiers dans le cadre du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes**

### **Fiche spécifique à la création d'un Fonds de participation pour projets EnR**

---

Francie Sadeski, Mathieu Boulestreau, Lamine Dake



# Table des matières

---

|      |  |    |
|------|--|----|
| 1    | Fonds de Participation                                       | 3  |
| 1.1  | Raisons d'être de l'intervention régionale                   | 3  |
| 1.2  | Valeur ajoutée de l'intervention                             | 11 |
| 1.3  | Stratégie d'investissement                                   | 12 |
| 1.4  | Dimensionnement de l'instrument                              | 13 |
| 1.5  | Compatibilité avec la réglementation et sur les aides d'Etat | 13 |
| 1.6  | Eligibilité au FEDER des interventions                       | 14 |
| 1.7  | Leçons tirées des précédentes interventions                  | 15 |
| 1.8  | Modalités de mise en œuvre de l'instrument                   | 15 |
| 1.9  | Résultats attendus   | 16 |
| 1.10 | Révision de l'instrument financier                           | 18 |
| 1.11 | Prochaines étapes  | 18 |

# 1 Fonds de Participation

## 1.1 Raisons d'être de l'intervention régionale

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagée dans une dynamique de transition bas carbone devant la conduire à éliminer complètement les énergies fossiles de sa consommation énergétique. En effet, si la production EnR actuelle ne couvre actuellement que 10% des besoins du territoire, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dispose d'un fort potentiel en matière de transition énergétique et écologique (TEE). En effet, le secteur industriel représente 16% de l'emploi régional et est représenté au sein de huit pôles de compétitivité labellisés dont trois visent directement des thématiques liées à la TEE :

- Le pôle Capenergies, visant à favoriser le développement de l'écosystème local autour des filières énergétiques ;
- Le pôle Mer Méditerranée visant à développer durablement l'économie maritime et littorale sur le bassin méditerranéen
- Le pôle France Water Team, visant à assurer la pérennité de l'approvisionnement en l'eau ainsi que de favoriser la poursuite de l'innovation dans les différents secteurs de l'eau.

L'objectif du **Plan climat « Provence – Alpes Côte d'Azur : une COP d'avance »**, est de faire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le moteur des accords sur le climat, de la transition énergétique, du développement et de l'accélération des énergies renouvelables, de la protection de la biodiversité et des espaces naturels, de la réduction de la consommation et de l'amélioration de la qualité de l'air. Le plan fixe des actions concrètes visant à encourager de nouvelles formes de mobilité, développer massivement les énergies renouvelables, améliorer l'efficacité énergétique. Les objectifs fixés se résument comme suit :

- Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et « 100% énergies renouvelables » en i) mobilisant 100% du potentiel identifié pour chaque source d'énergie renouvelable à l'horizon 2050 afin de couvrir la moitié de la consommation énergétique actuelle de la région ; et ii) réduisant de 50% des consommations de la région entre 2012 et 2050 pour atteindre une équivalence entre consommation et production renouvelable.
- Réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre issus des transports d'ici 2021
- Investir massivement dans les énergies renouvelables
- Mener une grande politique de croissance verte, permettant de créer des emplois durables et non-délocalisables
- Développer les circuits courts, afin d'offrir une alimentation de qualité à nos enfants et assurer des revenus plus confortables aux agriculteurs

D'autres documents stratégiques fondent l'action de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en matière de développement des énergies renouvelables : il s'agit des documents tels que le SRDEII, le SRADDET, SRCAE et autres plans et schémas.

Le **Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation** (SRDEII) est le document stratégique du territoire régional qui oriente la politique de développement économique régionale. Les orientations stratégiques se basent sur 7 filières stratégiques dont **deux ont spécifiquement trait à la TEE** à savoir :

- Energies de demain et ecotechnologies : énergie bas carbone, eau et déchets ;
- Industrie maritime, portuaire et logistique ;

L'ambition régionale est de saisir l'opportunité de la transition énergétique et écologique pour créer de la valeur ajoutée et des emplois. Le développement des énergies renouvelables,

l'optimisation énergétique par le développement des réseaux intelligents et la rénovation des bâtiments représentent donc des enjeux importants pour le territoire de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au sein du SRDEII, les actions autour de la filière énergie de demain, écotechnologies sont subdivisées en 3 volets spécifiques :

- le volet « énergie » regroupant l'ensemble des activités dédiées à la production, l'acheminement et la distribution d'énergie ainsi que les activités liées à l'amélioration énergétique des bâtiments ;
- le volet « eau » couvrant l'étude, la conception, la construction des installations et ouvrages (avec des laboratoires de recherche dans le domaine), la gestion des services d'eau et d'assainissement, l'exploitation des ressources ainsi que celle du génie écologique et de la métrologie de l'eau et des milieux aquatiques
- le volet gestion de déchets (collecte, tri, recyclage).

Elles se basent sur des segments de spécialisation bien identifiés au nombre desquels :

- La **production d'énergie renouvelable** (solaire, éolien offshore flottant) et le stockage ;
- Les **réseaux électriques intelligents** (« smartgrids ») ;
- **L'amélioration énergétique des bâtiments** (et notamment l'utilisation des matériaux biosourcés et du bois).

Les principaux objectifs que poursuit le SRDEII en matière d'énergie sont :

- Une meilleure exploitation du potentiel des énergies renouvelables (solaire, bois énergie, méthanisation, etc.) ;
- Le soutien aux filières telles que les éoliennes offshore flottantes, la thalassothermie et l'encouragement des expérimentations sur les territoires.
- Le développement des « Smart Grids » ;
- L'accompagnement des entreprises régionales sur les projets d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable et de récupération.

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur quant à lui a été adopté et approuvé en 2019. Il permet d'organiser la stratégie régionale à moyen et long terme (2030 et 2050) en cohérence avec le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et intègre des schémas sectoriels. Les objectifs énergétiques du SRADDET dans le cadre de sa « Trajectoire neutralité carbone » sont la **neutralité carbone et le 100% énergies renouvelables à l'horizon 2050**, en cohérence avec l'accord de Paris sur le climat. **L'économie d'énergie et l'accroissement des énergies renouvelables**, constituent les 2 piliers sur lesquels se fondent la stratégie.

Enfin, le Schéma régional climat air énergie (SRCAE), est le cadre stratégique qui définit les objectifs et les orientations régionales aux horizons 2020 - 2030 - 2050 en matière de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables, de baisses des émissions de gaz à effet de serre et de polluants, et d'adaptation au changement climatique. Les objectifs stratégiques du SRCAE définis aux horizons 2020, 2030 et 2050 se présentent comme suit :

Tableau 1 Objectifs SCRAE

| Objectifs du SRCAE            | Référence (2007) | 2020 | 2030  |
|-------------------------------|------------------|------|-------|
| Consommation finale d'énergie | 13.8 Mtep        | -13% | - 25% |

|   |         |      |      |
|---|---------|------|------|
| Consommation d'énergie par habitant                                   | 2.7 tep | -20% | -33% |
| Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie | 10%     | 20%  | 20%  |

Source SCRAE

Les objectifs de production d'énergie d'origine renouvelable fixés à l'horizon 2020, par filière sont :

Tableau 2 Objectifs SCRAE par filière

| Type de production renouvelable                                | Objectifs SCRAE |
|--|-----------------|
| Éolien terrestre   | 545 MW          |
| Éolien offshore  | 100 MW          |
| Photovoltaïque (PV) au sol 1 150 MW<br>Photovoltaïque sur bâti | 1 150 MW        |
| Hydraulique  | + 55 MW         |
| Biogaz-méthanisation   | 95 MW           |

Source SCRAE

Huit (8) orientations portent sur le développement des énergies renouvelables, à savoir :

- Développer l'ensemble des énergies renouvelables et optimiser au maximum chaque filière, en conciliant la limitation des impacts environnementaux et paysagers et le développement de l'emploi local
- Développer la filière éolienne
- Développer les filières géothermie et thalassothermie
- Conforter la dynamique de développement de l'énergie solaire en privilégiant les installations sur toiture, le solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire et le chauffage, ainsi que les centrales au sol en préservant les espaces naturels et agricoles
- Développer des réseaux de chaleur privilégiant les énergies renouvelables et de récupération
- Développer et améliorer les conditions d'utilisation du bois énergie dans l'habitat et le tertiaire
- Préserver et optimiser le productible hydroélectrique régional tout en prenant en compte les impacts environnementaux (milieux, populations, ...)
- Améliorer l'accompagnement des projets d'énergies renouvelables

De nombreux autres plans et schémas illustrent **le volontarisme stratégique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en matière de TEE**. On peut citer :

- **Plan solaire** : Le plan solaire est un outil opérationnel de mise en œuvre au niveau régional de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) et du Plan Climat régional. Il définit un ensemble de plans d'actions au niveau régional et fédère tous les dispositifs et soutiens mis en œuvre par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en faveur de l'énergie solaire (photovoltaïque et thermique). Le plan permet de préciser les actions et modalités d'intervention de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le développement d'installations photovoltaïques et solaires thermiques, en répondant à l'ensemble des

enjeux précédemment évoqués et en visant prioritairement le développement du photovoltaïque de grande capacité sur toitures et sur zones anthropisée.

- **Schéma régional biomasse (SRB) :** Conformément à l'obligation réglementaire instituée par la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté le 15 mars 2019, le schéma régional biomasse. Il détermine les orientations et actions à mettre en œuvre à l'échelle régionale ou infrarégionale pour impulser le développement des filières de production et de valorisation de la biomasse, dans le respect des espaces naturels, agricoles et forestiers. Dans le cadre de ce schéma, 4 grandes catégories sont considérées :
  - La biomasse forestière
  - La biomasse agricole et forestière valorisable en éco-matériaux
  - La biomasse agricole et issue de déchets valorisable en combustion
  - La biomasse agricole et issue de déchets méthanisables

Les objectifs sont fixés à 2 horizons, 2023 et 2030 et se présentent comme suit :

*Tableau 3 Objectifs de mobilisation*

| Source à mobiliser                      | Objectifs de mobilisation pour 2023 | Objectifs de mobilisation pour 2030 |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Bois d'œuvre                            | 100 000 m <sup>3</sup>              | 150 000 m <sup>3</sup>              |
| Biomasse forestière                     | 3 547 GWh                           | 4 005 GWh                           |
| Liège                                   | + 700 t (par rapport à 2016)        | + 1 960 t (par rapport à 2016)      |
| Pailles de céréales et de riz           | + 6 570 t MB (par rapport à 2016)   | + 21 800 t MB (par rapport à 2016)  |
| Chanvre                                 | + 450 t MB                          | + 1 630 t MB                        |
| Biomasse agricole solide                | + 427 GWh                           | + 619 GWh                           |
| Biomasse solide issue de déchets        | + 721 GWh                           | + 1 003 GWh                         |
| Biomasse agricole pour la méthanisation | + 144 GWh                           | + 594 GWh                           |
| Déchets et coproduits IAA méthanisables | + 349 GWh                           | + 1 269 GWh                         |

Source Schéma Régional Biomasse de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur atteigne ces objectifs ambitieux et devienne neutre en carbone à l'horizon 2050, **il sera impératif de mobiliser 100% du potentiel identifié pour chaque source d'énergie renouvelable.**

Afin d'atteindre les objectifs en matière de production énergétique, des investissements importants devront être réalisés. **Ces investissements sont estimés à 38,6 Mds€ d'ici 2030 (soit 2,1 Mds€/an) et 124,1 Mds€ à l'horizon 2050 (soit 3,2 Mds€/an).** Le tableau ci-dessous présente la répartition par filière des investissements anticipés.

*Tableau 4 Investissements nécessaires en matière de production énergétique renouvelable*

|                               | Objectif 2030 (MW) | Investissements 2012-2030 (Mds€) | Objectif 2050 (MW) | Investissements 2012-2050 (Mds€) |
|-------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|
| Photovoltaïque (particuliers) | 520                | 1,5                              | 2 934              | 8,8                              |



|                                   |       |             |        |              |
|-----------------------------------|-------|-------------|--------|--------------|
| Photovoltaïque (grandes toitures) | 8 360 | 19,5        | 31 140 | 73           |
| Photovoltaïque (parcs au sol)     | 2 850 | 5,5         | 12 778 | 20,7         |
| Éolien terrestre                  | 597   | 0,8         | 1 305  | 1,8          |
| Éolien flottant                   | 1 000 | 1,9         | 2 000  | 4            |
| Récupération de chaleur           | 4 300 | 6,5         | 6 546  | 9,8          |
| Solaire thermique collectif       | 998   | 0,6         | 2 065  | 1,2          |
| Chaudières bois                   | 300   | 0,3         | 544    | 0,6          |
| Méthanisation                     | 267   | 2           | 570    | 4,2          |
| <b>TOTAL</b>                      | -     | <b>38,6</b> | -      | <b>124,1</b> |
| <b>Montant annuel</b>             | -     | <b>2,1</b>  | -      | <b>3,2</b>   |

Source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2020 (hypothèses issues de l'étude « coût des ENR en France » ADEME, 2016.

Les évolutions actuelles de la production d'énergies renouvelables électrique et thermique **ne permettent pas d'atteindre les objectifs ambitieux régionaux à l'horizon 2030**. Afin que réellement les énergies renouvelables se substituent aux énergies fossiles, la compétitivité des énergies renouvelables devient un maillon indispensable.

**L'analyse de financement public et privé disponible montre une défaillance en matière de financement à long terme.** En effet, s'il existe des subventions d'investissements pour la réalisation des projets, le financement en fonds propres quant à lui est insuffisant pour financer les besoins importants en capitaux propres des entreprises, collectivités locales et établissements souhaitant investir massivement dans les énergies renouvelables.

**L'écosystème régional a identifié trois grands types de projets autour de la TEE en région (secteurs des EnR, de la gestion de l'énergie, de l'efficacité énergétique, de la mobilité et de l'économie circulaire) :**

- les projets d'infrastructure sous la forme de sociétés de projets (SPV)
- les projets d'entreprise de type PME/ETI
- les projets de start-ups/projets innovants

Parmi ces trois types de projets, les projets d'infrastructure sous la forme de sociétés de projets et les projets de start-ups/projets innovants peuvent connaître des difficultés de financement sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En effet, il n'y a pas en région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'instruments financiers spécialisés sur les thématiques liées à la TEE. Bien que certains instruments soient susceptibles de couvrir cette thématique, aucun instrument financier ne propose des tickets supérieurs à 5M€, et en région, seules Région Sud Investissement et Région Sud Innovation se positionnent sur des fourchettes d'intervention entre 1 et 5M€. Aussi Région Sud Investissement et Région Sud Innovation proposent une intervention en fonds propres et quasi-fonds propres mais ne ciblent pas les sociétés portant les projets d'infrastructures (sociétés de projets) ou ne s'inscrivant pas dans l'innovation de rupture technologique.

La perspective de mise en œuvre d'un fonds de participation à destination de la TEE pourrait ainsi jouer un rôle prépondérant dans la massification des énergies renouvelables, en particulier la méthanisation, solaire thermique et l'autoconsommation collective.



### Encadré 1 Outils en subvention pour la réalisation des projets EnR

- **Plan solaire** : Le plan solaire est un outil fédérant l'ensemble des dispositifs et soutiens mis en œuvre par la Région en faveur de l'énergie solaire (photovoltaïque et thermique). Il permet d'aider à la massification des projets et innover sur les modèles techniques, juridiques et économiques pour gagner en efficacité et compétitivité.
- **Cadre régional d'intervention - Gaz renouvelable** : il s'agit de subventions accordées aux agriculteurs et groupements d'agriculteurs, entreprises, entreprises publiques locales, établissements publics, collectivités territoriales, associations. Les subventions peuvent atteindre 20% des coûts éligibles avec un montant maximum de **750 k€** par projet. Notons par ailleurs que les projets portés par les collectivités et faisant l'objet d'une programmation dans les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) seront prioritaires.
- **Aides de l'Ademe** : le soutien de l'ADEME peut se présenter sous diverses formes. Les soutiens financiers s'inscrivent dans le cadre d'appels à projets nationaux avec des cahiers des charges spécifiques. C'est par exemple le cas de : i) appel à projets (AAP) BCIAAT lancé le 20 octobre 2020 dans le cadre du plan de relance. Il s'agit d'une aide à l'investissement (**Fonds Chaleur**) pour financer les installations de production de chaleur supérieures à 12 000 MWh/an à partir de biomasse en substitution à des énergies fossiles (taux d'aide variant entre 45% et 65% en fonction de la taille de l'entreprise) et d'une aide au fonctionnement (Fonds Décarbonation) destinée aux projets biomasse supérieurs à 12 000 MWh/an visant à alimenter en chaleur des industries manufacturières. ii) l'appel à projets DTIGA, entrant dans le cadre de l'action « Démonstrateurs et territoires de grande ambition » du programme des investissements d'avenir, du Programme d'Investissement d'Avenir. Cet AAP vise à soutenir les projets d'un coût total de 2M€ au minimum. Ces projets doivent relever des thématiques de systèmes énergétiques optimisés, EnR, optimisation environnementale aux échelles bâtiment, îlot et territoire. En dehors des AAP, l'Ademe accorde également des aides à l'investissement s'inscrivant dans le cadre du dispositif « gré à gré » dont les critères varient principalement en fonction du type de projet et de l'entité porteuse.
- **Fonds Chaleur** : Géré par l'Ademe, ce dispositif de soutien financier au développement de la production renouvelable de chaleur accorde des aides par le biais de plusieurs mécanismes. Avec les appels à projets régionaux, le Fonds Chaleur apporte des soutiens aux collectivités et entreprises afin de leur permettre de réaliser leur transition énergétique par un recours massif à la chaleur renouvelable. Les secteurs concernés sont les bâtiments publics, l'habitat collectif, du tertiaire, l'industrie et l'agriculture. Il apporte des aides au financement des installations ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) telles que la biomasse (y compris le biogaz), l'énergie solaire thermique (surface inférieure à 1500 m<sup>2</sup>), la géothermie et l'énergie de l'eau de mer (valorisée directement ou par l'intermédiaire de pompes à chaleur), la chaleur de récupération (chaleur « fatale » issue des UIOM, de process industriels, ou des eaux usées) ainsi que les boucles d'eau tempérée géothermiques et les réseaux de chaleur permettant le transport de ces EnR&R. C'est le cas par exemple de i) AAP Géothermie : vise à aider au financement des installations produisant et distribuant la chaleur renouvelable ou du froid renouvelable. La nouvelle loi de la PPE prévoit un renforcement du budget annuel du fonds chaleur (350M€ en 2020 et 2021 par exemple). Elle prévoit également d'en simplifier l'utilisation. Les AAP nationaux, gérés par l'entité nationale de l'Ademe. On peut citer par exemple, i) AAP « Biomasse Chaleur Industrie Agriculture et Tertiaire » qui soutient les entreprises dans leurs projets de financement des installations de production chaleur, à partir de biomasse, supérieure à 12 000Mwh /an ; ii) AAP « Grandes installations solaire thermique de production d'eau chaude » permettant d'obtenir des aides pour financer les installations de production chaleur, moyenne température (inf 110°C) à partir d'énergie solaire. Il concerne les installations dont la production énergétique est supérieure à 200 MWh/an ou 500 m<sup>2</sup> de capteurs pour l'industrie, les secteurs tertiaires et agricoles, et 700 MWh/an ou 1500 m<sup>2</sup> de capteurs pour les installations couplées à un réseau de chaleur avec stockage.

### Encadré 2 Outils en fonds propres pour la réalisation des projets EnR

- **Énergie Partagée Investissement** : Société en Commandite par Actions (SCA) composé d'actionnaires citoyens (6200 souscripteurs chiffres de juillet 2020), Énergie Partagée Investissement est un outil de co-investissement en fonds propres, qui finance les projets renouvelables portés par des citoyens et des collectivités locales, au bénéfice de leur territoire et de ses habitants. Les projets financés sont les parcs éoliens, chaufferie-bois, centrales solaires, centrales hydroélectriques, la méthanisation. Selon la technologie, les investissements varient de 20 à 50% du budget total d'un projet de production d'énergie renouvelable et conditionnent l'octroi d'un prêt bancaire. Énergie Partagée Investissement est une société à capital variable. Cette forme juridique lui permet de collecter des capitaux en permanence et de répondre, au fil de l'eau, aux besoins d'investissement dans des projets d'énergie renouvelables et ou d'efficacité énergétique. La société est à capital variable. Ce choix juridique permet de collecter en capital de manière permanente et de répondre, au fil de l'eau, aux besoins d'investissement dans des projets d'énergie renouvelables et ou d'efficacité énergétique. En 2020, le montant des investissements s'élève à **19 M€** (96 investissements ont été réalisés).
- Les plateformes de **financement participatif** au niveau national telles que : i) Lumo, une plateforme d'investissement (depuis 2018 intégrée à Société Générale) comptant plus de 15 000 utilisateurs. Elle a contribué à lever **10 M€** pour 165 installations dans le photovoltaïque, l'hydraulique, l'éolien et la géothermie. La plateforme propose à tout utilisateur d'investir le montant souhaité dans les projets d'installations solaires, hydrauliques, éoliennes, géothermiques et suivant les modalités fixées à l'avance pour chaque projet (Durée, taux, fréquence

et forme) ; ii) Lendosphère, plateforme ayant permis de mobiliser près **75 M€ pour 212 projets** dont 199 sont déjà achevés. Les montants investis varient de 50 € à un montant maximum fixé par projet.

- **Fonds Eiffel Gaz Vert** : Doté de plus de 115 M€ (objectif 200 M€) par Eiffel Investment Group, la Banque des Territoires, GRTgaz, Société Générale Assurances et ADEME Investissement, ce fonds a pour objectif de participer activement au développement de la filière du gaz renouvelable en France et en Europe en finançant de 50 à 100 unités de méthanisation via des prises de participation minoritaires et d'autres apports en capital ou quasi-capital. Les tickets d'investissement varient de **100 k€ à 10 M€**.

### Encadré 3 Outils en dette pour le financement de la réalisation de projets EnR

- Les banques publiques : la **Banque des territoires** propose le « Prêts Croissance Verte » destiné aux collectivités locales pour le financement des projets citoyens de valorisation des déchets, la biomasse, la Géothermie, l'éolien, le photovoltaïque, etc. Entre 2014 et 2017, 700 Prêts Croissance Verte ont été octroyés pour un montant total de 3 Md€. BpiFrance accorde des prêts à long terme allant jusqu'à 18ans, pour le développement des énergies renouvelables. Sur les énergies marines renouvelables, son positionnement est plus sur l'éolien off-shore avec pour stratégie d'accompagner les PME/ETI qui seront sous-traitant des grands groupes lauréats des appels d'offres. BpiFrance se projette également pour une possibilité d'intervention en dette à l'avenir sur les projets d'éolien off-shore.
- Les banques commerciales : Elles peuvent financer jusqu'à 100 % des investissements en photovoltaïque, au sol ou en toiture (environ 100-300 000 euros). En ce qui concerne le financement des EnR, leur aversion au risque reste forte en raison de la volatilité des investissements en technologies marines qui ne sont pas encore matures. Toutefois des exemples de financement commencent à émerger, à l'image du financement du projet parc éolien offshore de 487 MW au large de la côte belge porté par SeaMade auquel ont participé plusieurs groupes bancaires dont BNP Paribas, Société Générale et Triodos.
- Les institutions multilatérales : la Banque Européenne d'Investissement (**BEI**), banque européenne du climat, finance les infrastructures énergétiques. Sur la période 2015 – 2019, le montant des investissements s'élève à 62 Md€ dont 53 Md€ consacrés à des projets relatifs aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux réseaux électriques en Europe et ailleurs dans le monde. En novembre 2019, la Banque a annoncé qu'elle cesserait progressivement, d'ici la fin 2021, de financer des projets énergétiques recourant aux combustibles fossiles traditionnels (y compris au gaz naturel). En revanche, la banque envisage de prioriser les énergies renouvelables, la production et l'intégration de gaz à faibles émissions de carbone (tels que l'hydrogène) et efficacité énergétique, ainsi que le développement des réseaux électriques.
- Les outils classiques du **FIER** : Réseau Initiative peut accorder un prêt (prêt à taux 0) allant jusqu'à **15 k€, en complément d'un prêt bancaire**

Par ailleurs, le secteur des transports représente 35% de la consommation énergétique finale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et 30% des émissions de gaz à effet de serre. En 2016, 73% des actifs utilisaient la voiture comme mode de déplacement principal pour se rendre à leur travail. La réduction des consommations d'énergie fossiles et des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur des transports est aussi un enjeu majeur. Pour faire face ces défis primordiaux, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur doit accompagner le développement de la mobilité durable à travers des projets favorisant la production, la distribution et la consommation de carburants alternatifs.

La mobilité durable est un enjeu spécifique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, incarné dans le **SRADDET**. La création d'un fonds EnR permettrait de répondre aux enjeux de financement des projets d'infrastructures de production, stockage et distribution de carburants alternatifs car il existe une défaillance dans de financement en fonds propres sur ces projets également (cf tableaux ci-dessous).

### Encadré 4 Offre de financement de la mobilité durable

Les outils de **subventions** :

- Appels à projets régionaux : une mesure principale du plan climat régional est l'axe 1 « Cap sur l'éco-mobilité », visant à équiper le réseau routier d'une station de recharge publique tous les 100km en 2021. A travers des AAP, la région accompagne le développement de la mobilité électrique en accompagnant les personnes morales publiques ou privées ayant des projets de déploiement des bornes sur les zones blanches non couvertes par un

réseau de borne de recharge publique ou sur certaines zones prioritaires (parkings relais, aires de covoiturage, etc.), les projets couplant la recharge des véhicules aux énergies renouvelables, les actions incitatives à la mobilité électrique déployées par des entreprises ou des collectivités, les bornes déployées dans un espace accessible au public pour l'activité des artisans taxis ou des activités logistiques. Ces appels à projet concernent également le déploiement des stations. Les 2 premières éditions de l'AAP ont permis de soutenir le déploiement de plus de 500 bornes publiques et le développement de projets innovants intégrant production d'électricité renouvelable et recharge de véhicules électriques. La 3<sup>ème</sup> édition intitulée **Zéro Emission en route** a pour objet la poursuite du maillage du territoire par des infrastructures de recharge, prioritairement sur voie publique.

- Dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules utilitaires propres : En cohérence avec la mesure 11 du Plan climat qui vise à « inciter à l'émergence de nouvelles pratiques au sein des entreprises de transport routier dans une logique de réduction des émissions CO2 », la région offre une aide à l'acquisition de véhicules utilitaires propres. Le taux d'aide varie entre 30 et 50% du montant total du projet. Cette aide est destinée aux auto-entrepreneurs, TPEs, PME's ayant un établissement ou une succursale dans la région, mais également les collectivités territoriales, EPCI et autres établissements publics locaux.
- Dispositif régional d'aide à l'acquisition de taxi électrique : le montant de l'aide peut atteindre 5 000€ par taxi électrique
- Dispositif régional d'aide à l'installation de kit bioéthanol : l'aide est fixée à 250 € par véhicule
- AAP MobiGAZ : Financé par l'ADEME en complément de l'aide régionale, ce dispositif de soutien à la mobilité au Gaz Naturel Véhicule est destiné à faire émerger de nouvelles stations GNV. Il est destiné à financer des projets permettant d'accélérer le déploiement de solutions d'avitaillement pérennes et économiquement viables dans les zones PPA non encore équipées en stations. Cet AAP est destiné aux projets d'acquisition de véhicules GNV et faisant émerger au moins une station GNV/BioGNV située sur le territoire régional et plus particulièrement dans les zones PPA ou zones blanches non encore équipées. Le montant total de l'aide peut atteindre 15 k€
- **Programme MoëBUS** : dans le but d'accélérer la conversion des flottes de transports collectifs vers des véhicules à faibles émissions par des aides financières accordées aux autorités organisatrices de la mobilité, les opérateurs, les exploitants ou toute entreprise privée souhaitant acquérir les autobus électriques. En parallèle de cette acquisition, le programme propose de prendre en charge les coûts des travaux d'électrification inhérents à cette conversion. L'aide financière est sous la forme de prime incitative versée au moment de la commande. Cette prime couvre une partie du coût d'acquisition des véhicules de transport collectifs fonctionnant à l'énergie électrique chargé de leur pack initial de batteries ainsi qu'une part des coûts des travaux liés à l'installation de bornes électriques ou la modification des ateliers de charge électrique. Les travaux d'infrastructure de recharge comprennent la fourniture des bornes, la mise à niveau de l'installation électrique et le raccordement, les travaux de génie civil et les travaux liés à la sécurité.
- Aides européennes : L'instrument de financement **Blending Facility** permet de financer les projets inscrits dans le réseau central du RTE-T (réseau transeuropéen de transport) ou à une distance maximale de 10 km des trajectoires du réseau central. Notons que les projets de déploiement de carburants alternatifs sont éligibles, s'ils sont utilisés sur le réseau de transport européen. Une enveloppe de 99 M€ a été consacrée au déploiement de ces carburants alternatifs (infrastructures et véhicules). Les candidatures peuvent se faire au « fil de l'eau » avec une date butoir de dépôt auprès de la Commission européenne. L'échéance de candidature est fixée au plus tard au 31 mars 2021 (si l'enveloppe n'a pas été consommée avant) et l'échéance de consommation des subventions au 31 décembre 2023. La Banque des Territoires est l'opérateur de Blending Facility en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
  - Les **aides de l'Etat** : l'Etat met en œuvre des moyens de financement des projets d'hydrogène. Il s'agit principalement des appels à projets du PIA3. Ce programme permet de soutenir les investissements pour la transition écologique et énergétique. Plus de 100 M€ ont été mobilisés pour soutenir la mise en œuvre de démonstrateurs et la prise de participation dans des entreprises à fort potentiel. Les subventions accordées par l'ADEME sur appels à projets. A travers ce dispositif, l'ADEME soutient Les travaux de recherche et d'innovation dans le domaine de l'hydrogène dans le cadre des appels à projets recherche. Ces projets portent sur les briques technologiques (membranes, plaques bipolaires, réservoirs de stockage, etc.) mais aussi sur des démonstrations en conditions réelles d'usage. Le montant des interventions de l'ADEME a été chiffré à 80M€. L'ADEME prévoit de lancer 2 appels à projets. Un sur les « briques technologiques et démonstrateurs », est doté de 300M€ d'euros sur 3 ans. Il vise à développer des composants pour la production, le transport et la consommation d'hydrogène. Le deuxième appel à projets, doté de 275M€, concernera des « hubs territoriaux », c'est-à-dire le déploiement, par des consortiums réunissant des collectivités et des industriels, d'écosystèmes « de grande envergure regroupant différents usages (industrie et mobilité) pour favoriser au maximum des économies d'échelle ». Enfin, nous pouvons également citer l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) qui finance des programmes de recherche publique. Entre 2009 et 2020, elle a mobilisé plus de 110 M€.
- En outre, le **plan de relance** prévoit un investissement 7,2Mds d'euros sur 10 ans. L'Etat incite également le développement du véhicule hydrogène, par la mise en place d'un bonus-malus comme pour les véhicules électriques, et finance plusieurs programmes de recherche avec des industriels.

Les outils de **fonds propres** :

- Banque des Territoires, avec la solution « Investissements pour les Territoires d'industrie » qui dispose de 100 M€ par an, peut intervenir en fonds propres sur les projets d'avitaillement en énergie propre (GNV, hydrogène). Les bénéficiaires visés sont les collectivités locales ou regroupement, Société d'Economie Mixte (SEM), entreprises industrielles. Les tickets d'investissement ne sont pas précisés.
- Bpifrance accompagne beaucoup de projets portant l'hydrogène à travers des appels à projets de démonstration et également des startups ou des PME dans leurs projets d'innovation et de développement technologiques.

Les outils de **dette**

- **Banque des Territoires** : la banque des territoires propose plusieurs instruments de prêts destinés à l'accélération de la transition énergétique :
  - Oblibus : financé par la Banque des Territoires et la Banque Européenne d'Investissement, Oblibus est un instrument permettant de financer jusqu'à 100 % les coûts d'investissement liés à l'achat de bus électriques, des batteries, des infrastructures de recharges. Les bénéficiaires éligibles sont les acteurs publics souhaitant verdir l'offre de mobilité du territoire.
  - Mobi Prêt : il s'agit d'une offre de financement destinée aux projets de modernisation et de développement d'infrastructures de transport pour une mobilité connectée, inclusive, attractive et respectueuse de l'environnement. Le montant du financement peut atteindre 5 M€ sur une durée de remboursement allant de 25 à 50 ans. Cette offre de financement s'inscrit dans le cadre du plan « Accompagner la transformation des modes de transports »
  - Financement des infrastructures d'avitaillement GNV/GNC et/ ou GPL : apport plafonné à 20 % des CAPEX des projets de construction et exploitation de stations GNV et limité à la part de fonds propres apportée par l'opérateur.
  - Prêt Relance Verte : le prêt vise à soutenir les acteurs publics porteurs de projets liés aux énergies renouvelables, à la valorisation des déchets. La durée du prêt est adaptative et peut atteindre 50 ans avec un taux correspondant au taux du livret majoré de 0,60%.

## 1.2 Valeur ajoutée de l'intervention proposée

Des investissements massifs doivent être réalisés par les acteurs privés et publics pour réussir la transition énergétique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Certains projets apportent une contribution essentielle à l'atteinte des objectifs en matière de transition énergétique que s'est fixé la Région.

En ce qui concerne les énergies électriques et thermiques renouvelables,

- L'installation et l'extension des réseaux locaux de chaleur et/ou de froid (en particulier ceux utilisant les technologies intelligentes de gestion des réseaux) alimentés par des ENR&R tels que géothermie, thalassothermie, biomasse (dont bois énergie collectif), permettraient d'alimenter de nombreux logements et entreprises en chaleur et/ou froid décarboné
- La production de biogaz par méthanisation et stations d'épuration des eaux usées (STEP), favoriseraient la décarbonation des réseaux de gaz.
- Les réseaux locaux d'autoconsommation collective d'électricité favoriseraient la production locale d'énergies.

En ce qui concerne les transports, la promotion des carburants à faible intensité de carbone dans les transports permettraient de baisser les émissions de GES et l'amélioration de la qualité de l'air.

**Selon l'évaluation ex post du FEDER et du Fonds de cohésion, les instruments financiers ont le potentiel pour être un moyen plus efficace en matière de financement des investissements**

L'analyse de marché a permis d'identifier une carence dans l'offre publique et privée existante pour soutenir la massification des énergies renouvelables en particulier mais non exclusivement la méthanisation, le solaire thermique, l'autoconsommation collective et les projets d'infrastructures de production, stockage et distribution de carburants alternatifs.

Malgré le fait que les sources de financements se soient multipliées ces dernières années, les besoins en capitaux propres restent élevés. Un fonds EnR qui viserait les infrastructures et financerait les flottes peut représenter une solution adéquate et nécessaire. De plus, face à la rigidification croissante des mécanismes de soutien aux EnR (méthanisation par exemple), il existe un risque important de rupture de la dynamique des filières à court terme du fait de la réduction de l'appétence des investisseurs.

La valeur ajoutée d'un fonds EnR se situerait à un double niveau :

- Compléter l'offre insuffisante de financements en capitaux propres au regard des besoins importants des investisseurs
- Soutenir et stimuler les investissements dans des infrastructures de production d'énergies renouvelables, de stockage et de mobilité propre en Europe qui sont d'importance stratégique pour la transition énergétique

### 1.3 Stratégie d'investissement proposée

#### **Cible**

L'instrument proposé pourrait apporter des financements à long terme (fonds propres) afin de permettre l'émergence de projets d'infrastructures dans le domaine de la TEE. Il pourrait s'adresser aux sociétés de projets implantées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et/ou aux entreprises régionales (dont le siège se situe en région Provence-Alpes-Côte d'Azur) sur les grandes thématiques suivantes : financement d'infrastructures de méthanisation, de solaire thermique, d'autoconsommation collective, production et distribution de carburants alternatifs (hydrogène). Plus largement, l'outil pourrait couvrir les besoins en capitaux propres des établissements publics, collectivités et entreprises locales non couvertes par le secteur privé.

L'outil pourrait cibler des projets rentables et valorisables à terme :

- projets en phase de création des sociétés de projet ad hoc, lorsque les études de faisabilité ainsi que le montage technique ont été réalisés ; le bon niveau de maturité du projet se caractérise notamment par l'existence d'un Business Plan argumenté, l'obtention des autorisations et l'identification de premiers partenaires financiers actée
- projets principalement greenfield (développés à partir de zéro, contrairement au brownfield impliquant un développement à partir de projets existants) en phase de développement/construction

#### **Modalités d'interventions proposées**

Cette proposition d'outil dédié aux EnR pourrait prendre la forme d'un fonds de co-investissement pari-passu ab initio. Il pourrait investir en fonds propres et quasi-fonds propres dans les entreprises selon les modalités suivantes, alternatives ou cumulatives :

- souscription d'actions ;
- souscription d'obligations convertibles (OC), associées ou non à des bons de souscriptions d'actions (BSA) ; et
- avances en compte courant bloqué (ayant le caractère de fonds propres), sous condition d'être simultanément actionnaire de la société
- instruments de dette subordonnée

Le fonds proposé interviendrait de façon minoritaire dans le capital des entités cibles.

Un tel investissement dans les PME et ETI régionales ne pourrait se faire qu'en complémentarité des instruments financiers soutenus par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour éviter toute redondance. Une attention particulière devra être portée à Région Sud Investissement qui investit en fonds propres sur des PME avec des tickets pouvant aller jusqu'à EUR 5M.

#### **Niveau d'intervention proposé**

Les tickets d'investissements du fonds proposé pourraient être compris entre 500 k€ et 10M€ avec un investissement moyen cible entre 3 et 7M€. Le soutien apporté au moyen de fonds propres ne devrait pas dépasser 50 % des coûts totaux.

### **1.4 Dimensionnement de l'instrument proposé**

Les filières à soutenir étant encore en cours d'émergence, il apparaît difficile de quantifier précisément l'ampleur des besoins sur la période 2021-2027.

Toutefois il est clair que dans l'optique d'un financement effectif de la transition énergétique et écologique, ces besoins sont très importants. Ainsi, une étude de la BEI a estimé au niveau européen le besoin d'investissement en infrastructures entre 2,6% et 4,5% du PIB, dont 77% peuvent s'inscrire dans la TEE (37% en infrastructures d'énergies, 23% en infrastructures de transports et logistique et 13% en infrastructures de réseaux d'eau et assainissement ; le reste correspondant aux infrastructures de télécommunication) soit entre 3 et 5,4 Md€ annuels pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En considérant un besoin de prise en charge par un instrument public de 15% de ces besoins, cela représente un besoin d'investissement public entre 450M€ et 800M€ par an sur la période, soit près de 5,5Md€ entre 2023 et 2030.

Les équipes régionales, et une étude spécifique du cabinet Finance Consult ont évalué que le financement de projets pouvait représenter environ 10% de ce besoin, soit entre 45 et 80M€ de besoin par an, dont 50% pourrait être financé par de l'endettement bancaire. Un besoin en fonds propres est donc estimé à hauteur de **20 à 40M€ par an, soit un besoin de financement de projets entre 140 et 280M€ sur la période 2021-2027.**

En pari-passu, cela représente entre 70 et 140M€ de fonds FEDER et régionaux à abonder au sein du fonds/de l'outil proposé. A 50% de fonds FEDER, il est envisageable de flécher **entre 35 et 70M€ sur la période**, en fonction de l'évolution du portefeuille de projets.

Ainsi, si le besoin d'une intervention en fonds propres abondée par des FESI, est démontrée par l'évaluation ex-ante, un besoin de davantage de quantification des projets est nécessaire pour dimensionner précisément l'instrument proposé.

### **1.5 Compatibilité avec la réglementation et sur les aides d'Etat**

Concernant la conformité avec les aides d'état, si le fonds proposé intervient en *pari passu*, il ne comporte pas d'élément d'aide.

Si, en revanche, le fonds proposé n'intervient pas en *pari passu* :

La réglementation communautaire des aides aux entreprises exige que les aides qui sont allouées sous d'autres formes que des subventions (prêts, avances remboursables, garanties), fassent l'objet d'un calcul d'équivalent-subvention brut (ESB) afin de pouvoir déterminer le montant de l'aide accordée et s'assurer du respect des règles de cumuls d'aides.

L'équivalent en ESB du prêt à taux zéro doit ainsi être calculé et comparé avec le taux d'aides autorisées par le Règlement Général d'Exemption par Catégorie - RGEC (rubrique aides à la



RDI). Par exemple, il sera possible dans le cas d'une étude de faisabilité de 100K€, pouvant être subventionnée à hauteur de 50%, de financer un prêt avec un ESB de 50K€.

Dans le cas d'une aide de *minimis*, à l'ESB inférieur à 200K€ pour une même entreprise sur une période de trois ans, le taux du RGEC n'a pas à être pris en compte. En effet, les aides de *minimis* sont exemptées de contrôle des aides d'État car elles sont considérées comme n'ayant aucun impact sur la concurrence et le commerce dans le marché intérieur de l'Union européenne (UE).

Enfin, dans le cas du financement d'une aide à une jeune pousse, exemptées de notification en vertu de l'article 22 du RGEC, l'ESB n'a pas à être calculé et le montant nominal du prêt est plafonné de 800K€ à 1,2M€ sous conditions pour les aides à finalités régionales<sup>1</sup>.

## 1.6 Eligibilité au FEDER des interventions proposées

### Encadré 20 Eligibilité FEDER – Textes de références

Les interventions de fonds FEDER sont soumises à la vérification d'éligibilité à trois niveaux « en entonnoir » :

- au niveau européen : le Règlement portant dispositions communes UE 2021/1060 pour l'ensemble des fonds structurels et d'investissement et le Règlement spécifique FEDER UE 2021/1058) ;
- au niveau national : sur cette base, l'Accord de partenariat (AP) précise comment la France va mettre en œuvre les fonds européens sur la période 2021-2027 et peut restreindre le choix des catégories d'intervention
- au niveau régional : l'Autorité de gestion définit dans son Programme les thématiques figurant dans l'AP qu'elle souhaite porter localement

A ce stade, le Programme FEDER-FSE+FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes n'est pas validé.

Le financement des énergies renouvelables est éligible au titre de l'objectif stratégique 2 des FESI, « une Europe plus verte » (article 5 du Règlement (UE) 2021/1060) et des principes repris dans le 'Résumé des choix' de l'Accord de partenariat. Le Programme FEDER-FSE+FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes est en cours de finalisation.

Tableau 5 Justification de l'éligibilité au FEDER

|  | Références   |
|--|--|
| <b>Eligibilité FEDER</b>                 | OS 2 (Rég UE 2021/1060 - art 5)  |
| <b>Eligibilité Accord de partenariat</b> | 2.2 Résumé des choix politiques – Une Europe plus verte<br><u>Choix 2. Favoriser les énergies renouvelables</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des capacités de production et de distribution des ENR</li> <li>• Méthanisation</li> <li>• Systèmes innovants et émergents</li> <li>• ENR thermique, réseau de chaleur ou refroidissement urbain</li> </ul> |

<sup>1</sup> Article 22 du RGEC paragraphe 3 alinéa a) : Les aides en faveur des jeunes pousses prennent les formes suivantes: des prêts dont les taux d'intérêt ne sont pas conformes aux conditions en vigueur sur le marché, d'une durée de dix ans et dont le montant nominal n'excède pas 1 million EUR, ou 1,5 million EUR pour les entreprises établies dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité, ou 2 millions EUR pour les entreprises établies dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point a), du traité. Pour les prêts d'une durée comprise entre cinq et dix ans, les montants maximaux peuvent être ajustés en multipliant les montants mentionnés ci-dessus par le ratio dix ans/durée réelle du prêt. Pour les prêts d'une durée inférieure à cinq ans, le montant maximal sera le même que pour les prêts d'une durée de cinq ans.



## 1.7 Leçons tirées des précédentes interventions

- Le fonds **REV3 Capital**

REV3 Capital, est un fonds d'investissement en fonds propres dans les entreprises régionales porteuses de projets s'inscrivant dans la dynamique la 3<sup>ème</sup> révolution Industrielle avec une priorité donnée aux projets de développement d'énergies renouvelables, efficacité énergétique, mobilité intelligente, réseaux intelligents, économie circulaire, et économie de la fonctionnalité.

Initialement, le fonds avait pour objectifs d'atteindre 6 investissements annuels mais ces objectifs n'ont pu être atteints. En cause, les critères de sélectivité du fonds rendent l'accès aux ressources difficile pour les porteurs de projet malgré un nombre élevé de sollicitations et une disponibilité de ressources financières. Par ailleurs, il est à également à noter que le fonds ayant créé antérieurement à la fusion des deux régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais avec un co-financement FEDER (Nord-Pas-de-Calais), il ne pouvait avoir d'investissements en Picardie. De plus, le positionnement large d'un fonds similaire à REV3 Capital permettait de traiter des finalités larges s'inscrivant dans les objectifs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais ces priorités s'inscrivaient dans des objectifs spécifiques multiples des PO et l'abondement FEDER dans un tel fonds de co-investissement répond à des règles d'éligibilité et de suivi propres au FEDER qui s'ajoutent au monitoring habituel.

## 1.8 Propositions de modalités de mise en œuvre de l'instrument proposé

Les fonds FEDER pourraient être utilisés dans un outil/fonds de co-investissement sous forme de prises de participation et quasi-participations et soumis aux règles spécifiques du Règlement (UE) 2021/1060 régissant la mise en œuvre des instruments financiers.

Ces règles concernent notamment la sélection de l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier, du gestionnaire, le conventionnement entre l'AG et le fonds, les modalités de suivi et de reporting, les conditions de réutilisation des fonds et des gains générés, la rémunération des investisseurs.

L'autorité de gestion choisit donc l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier ; sa fonction consiste à agir en tant qu'intermédiaire entre l'offre et la demande de produits financiers. L'intermédiaire financier peut à son tour choisir d'autres organismes pour mettre en œuvre des fonds spécifiques.

A cet effet, un gestionnaire indépendant pourra être choisi et ce, uniquement au moyen d'une procédure de sélection ouverte, transparente, non discriminatoire et objective avec rémunération correspondant aux niveaux pratiqués sur le marché. Dans le cas d'un appel d'offre, en accord avec l'article 62.4 du RPDC 2021/1060, des coûts et frais de gestion pourront être considérés comme de la dépense éligible au FEDER et inclus dans l'enveloppe accordée, et ce sans plafond.

S'il est envisagé, le financement par le FEDER devra être suivi spécifiquement par le fonds proposé et ne financer que des projets éligibles au FEDER. En particulier, le gestionnaire devra faire remonter dans son reporting l'état des décaissements et des gains générés, l'état des indicateurs, les coûts et frais de gestion, par priorité d'investissement. Il devra également tenir

à disposition les dossiers d'investissement justifiant les critères de sélection du bénéficiaire final et de la finalité de l'aide.

S'il est mis en œuvre, le fonds proposé devra faire l'objet d'un suivi annuel sur la base d'un rapport annuel intégrant, outre les indicateurs de performance du fonds et des entreprises définis ci-dessus, des données générales sur les activités du fonds et sur les entreprises soutenues.

Il est ainsi suggéré un point spécifique dédié aux instruments financiers inscrit à l'ordre du jour du Comité de suivi annuel des fonds européens.

## 1.9 Résultats attendus de l'outil proposé

En apportant des fonds propres aux infrastructures hydrogène, de méthanisation, de solaire thermique, d'autoconsommation collective, production et distribution de carburants alternatifs (hydrogène), usage de carburants alternatifs, le fonds devrait permettre le développement de projets de production d'EnR et de mobilité durable.

Afin de prendre en compte les priorités régionales, il conviendra que les investissements ciblent en priorité les secteurs définis comme des « Opérations d'Intérêt Régional » (OIR) dans le SRDEII, tout en laissant la possibilité de soutenir des actions hors de ce cadre.

Estimation des réalisations et résultats :

|                                  | Indicateurs  | Cibles   |
|----------------------------------|--|--|
| <b>Indicateur de réalisation</b> | Nombre de sociétés de projets/entreprises bénéficiaires d'un soutien en fonds propres                            | 1 à 2 investissements par an, soit entre 7 et 14 investissements sur la période        |
|                                  | Capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable (dont: électricité, chaleur)                        | <i>A compléter en fonction des objectifs définitifs du PO</i>                          |
|                                  | Communautés d'énergie renouvelable bénéficiant d'un soutien  | Entre 5 et 10  |
|                                  | Infrastructures pour carburants alternatifs (points de recharge ou de ravitaillement)*                           | 20 stations multi-énergies   |
|                                  | Capacités supplémentaires de recyclage des déchets   | <i>A compléter en fonction des objectifs définitifs du PO</i>                          |
|                                  | Infrastructures vertes bénéficiant d'un soutien à d'autres fins que pour l'adaptation au changement climatique   | Entre 5 et 10  |
| <b>Indicateurs de résultats</b>  | Investissements privés complétant un soutien public dans l'entreprise (dont subventions, instruments financiers) | 1 € du fonds de co-investissement régional pour 1 € de fonds privés additionnels levés |
|                                  | Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises  | 20 M€  |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | Emplois créés dans les entités bénéficiaire d'un soutien                     | +7 à 14  |
|  | Total de l'énergie renouvelable produite (dont: électricité, chaleur)        | A compléter en fonction des objectifs définitifs du PO |
|  | Capacité opérationnelle supplémentaire installée pour l'énergie renouvelable | A compléter en fonction des objectifs définitifs du PO |
|  | Population ayant accès à des infrastructures vertes nouvelles ou améliorées* | A compléter en fonction des objectifs définitifs du PO |

D'autres indicateurs de performance pourront être suivis sur une base annuelle. Ils sont relatifs, d'une part, à la performance du fonds et, d'autre part, à la performance des entreprises investies. Ils permettraient de mesurer la contribution de l'instrument à la stratégie du PO.

|  |
|--|
| <b>Performance du fonds (par entreprise et globalement par an)</b>                                   |
| Nombre de dossiers de demande de financement reçus / an  |
| Nombre de sociétés de projets/entreprises investies / an   |
| Origine des dossiers investis (OIR, fonds d'investissement, direct ...)                              |
| Répartition des entreprises investies par secteur d'activité - Ventilation par secteurs de la S3/OIR |
| Montant des investissements du fonds par société de projet/entreprise                                |
| Montant des co-investissements des partenaires par société de projet/entreprise                      |
| Etat des plus et moins-values latentes par société de projet/entreprise                              |
| Valeur de sortie des investissements par société de projet/entreprise                                |
| Taux de rentabilité du fonds (global)  |
| <b>Performance de l'entreprise (par société de projet/entreprise et par an)</b>                      |
| Effectifs et chiffre d'affaire de la société de projet/entreprise                                    |
| EBITDA & EBIT  |
| Taux de rentabilité (bénéfice net avant impôt / chiffre d'affaires net)                              |
| Capacité d'autofinancement (fonds propres / total du bilan)  |

### 1.10 Révision de l'instrument financier

Dans le cadre de l'examen de la réserve de performance à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours du PO (2025), les instruments financiers co-financés par le PO feront l'objet d'un examen spécifique sous un triple point de vue :

- Réexamen de la stratégie d'intervention et de sa pertinence (évolution des besoins)
- Effectivité de la mise en œuvre (difficultés rencontrées, problèmes à résoudre)
- Premiers effets des interventions.

Cette évaluation devra conclure ou non à la pérennisation de l'instrument dans les conditions définies à l'origine.

### 1.11 Prochaines étapes

L'instrument pourra être mis en place selon les étapes suivantes, certaines étapes pouvant être menées en parallèle :

- Validation du PO et de l'évaluation ex ante des IF par l'Autorité de gestion
- Recherche de co-investisseurs
- Décision d'investissement / délibération du Conseil régional
- Création de l'instrument financier et sélection du gestionnaire
- Mise en place du comité d'administration/de surveillance et du comité d'investissement/d'engagement
- Validation d'une convention de financement FEDER entre l'AG et l'organisme mettant en œuvre le fonds (cf. Rég (UE) 2021-1060 art. 59.5 et détails du contenu Annexe X)
- Suivi de l'activité du fonds jusqu'à sa liquidation, la clôture du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes (n+3) ou au-delà si cela est prévu dans les termes de la convention de financement et les statuts du fonds